

LÀ AUSSI, LES DROITS HUMAINS EXISTENT HALTE AUX EXPULSIONS FORCÉES EN AFRIQUE !

Chaque année, un peu partout en Afrique, des centaines de milliers de personnes sont expulsées de leur domicile par les pouvoirs publics et se retrouvent à la rue. La plupart du temps, ces expulsions se font en dehors de toute procédure régulière, sans que les intéressés aient été consultés, avertis selon des modalités satisfaisantes ni même dédommagés.

Les effets d'une expulsion forcée peuvent être dramatiques, en particulier pour les personnes qui vivent déjà dans la misère. Non seulement elles perdent leur maison (qu'elles ont peut-être construite elles-mêmes) et leurs biens, mais aussi tout leur réseau social. Une fois expulsées, elles n'ont souvent plus accès à l'eau potable, à la nourriture, aux installations sanitaires ; elles perdent leur moyen de subsistance, leurs possibilités de se soigner et d'envoyer leurs enfants à l'école. Les agents de la force publique chargés de réaliser les expulsions agissent souvent avec brutalité, n'hésitant pas, parfois, à avoir recours à des armes à feu.

Au fil des années, Amnesty International a recueilli des informations concernant des expulsions de masse menées en Angola, au Ghana, en Guinée équatoriale, au Kenya, au Nigeria, au Soudan, au Swaziland, au Tchad et au Zimbabwe. Aux quatre coins du continent africain, des gouvernements ont agi au mépris de la législation régionale et internationale, et notamment de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

Des années après avoir été expulsés, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont toujours sans domicile, privés de tout, et beaucoup se sont enfoncés dans la misère. Ils n'ont été ni relogés ni indemnisés, et la plupart n'ont pas la possibilité de saisir la justice et d'exercer des voies de recours utiles. Les responsables des atteintes aux droits humains dont ils ont été et continuent d'être victimes n'ont jamais eu à rendre compte de leurs actes.

Ces photos témoignent des conséquences des expulsions forcées et massives opérées en Angola, en Guinée équatoriale, au Kenya, au Nigeria et au Zimbabwe. Dans ces pays, des défenseurs des droits humains se sont insurgés face à cette situation, exigeant que soit respecté le droit de chacun de disposer d'un logement décent et appelant les gouvernements à mettre un terme aux expulsions forcées. Bien souvent, ils se sont heurtés à une brutale répression de la part des autorités. Trop souvent, aussi, leurs appels n'ont rencontré aucun écho.

Alors que ces photos décrivent les démolitions et témoignent de l'extrême dénuement et des souffrances dues aux expulsions, l'espoir subsiste car certains, au sein des communautés victimes, parviennent à trouver suffisamment de courage et de détermination pour lutter afin de faire respecter leurs droits fondamentaux.

